



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

**Mission permanente de la Suisse  
auprès des Nations Unies à New York**

**Permanent Mission of Switzerland to the United  
Nations in New York**

## **Commission on Sustainable Development**

### **16<sup>th</sup> Session**

### **Agriculture, Rural development, Land, Drought, Desertification and Africa**

### **High Level Segment**

**Statement by  
H.E. Mr. Peter Maurer**

**Permanent Representative of Switzerland  
to the United Nations**

**New York, May 15th 2008**

Mesdames, Messieurs les Ministres,

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs les délégués et représentants des Major Groups,

Tout porterait à croire que la 16<sup>ème</sup> session de la Commission pour le développement durable a été agendée en réponse à la crise alimentaire actuelle.

Excellences, Monsieur le Président, il est indéniable que des mesures de soutien pour parer aux besoins des pays importateurs et des populations urbaines défavorisées sont urgentes. C'est une question de survie.

Pourtant, la concrétisation du droit à l'alimentation en période de crise constitue un enjeu particulièrement difficile. L'aide devrait respecter autant que possible les habitudes alimentaires et culturelles, ne pas mettre en péril la production alimentaire locale, et ne pas créer de dépendance grâce à une stratégie de retrait claire. Il faut également s'assurer que les organisations humanitaires disposent d'un accès sûr aux populations nécessiteuses, et que l'aide alimentaire d'urgence tienne compte des objectifs de secours et de relèvement à long terme.

Ces prochaines semaines, plusieurs instances telles que la session extraordinaire de l'ECOSOC prévue pour le 20 mai 2008, le Sommet de la FAO, en juin, et le Groupe de travail du Secrétaire Général sur la sécurité alimentaire vont se pencher sur les mesures nécessaires à court et moyen terme pour enrayer la crise actuelle. La recherche d'une cohérence renforcée de l'action du système des Nations Unies et des institutions financières internationales doit être encouragée. Le cycle actuel de la Commission pour le développement durable a aussi un rôle à jouer. Elle doit examiner les voies à suivre sur le moyen et long terme.

En 2004, la FAO a adopté les Directives volontaires pour le droit à l'alimentation. Une meilleure implémentation de ces Directives permettrait d'assurer la concrétisation

progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale.

Le constat de la 16ème session de la Commission est clair, malgré certains progrès réalisés, les objectifs fixés à Johannesburg ainsi que les objectifs du Millénaire pour le développement ne seront pas atteints. Des actions efficaces sont indispensables pour une amélioration durable de la situation alimentaire mondiale.

Pour répondre aux besoins croissants de la population mondiale, nous devons irrémédiablement produire plus dans les mois et années à venir. Il s'agira d'intensifier la production et de préserver les surfaces arables par une gestion des sols efficace.

Il est crucial de réinvestir massivement dans l'agriculture et surtout dans les régions où l'agriculture avait été négligée durant les dernières décennies. La priorité doit être donnée à la promotion de la production agricole locale à travers un soutien accru aux petites exploitations défavorisées. Celles-ci possèdent, notamment dans les pays en développement et plus particulièrement en Afrique, les plus grandes potentialités de croissance en matière d'augmentation de la production. La hausse des prix agro-alimentaire pourrait être aussi une occasion historique de revenir sur le sous-investissement constaté dans l'agriculture vivrière et le développement rural de nombreux pays en développement.

Un environnement politique stable et la mise en oeuvre de stratégies renforçant le poids politique des populations défavorisées est indispensable pour le développement des zones rurales et la sécurité alimentaire. L'accès aux connaissances, aux ressources génétiques, aux services financiers, au marché et aux moyens de production doit être amélioré. Nous devons aussi investir davantage dans l'infrastructure nécessaire à la production, au stockage et au transport des denrées agricoles. Les pertes sur la chaîne de production devraient autant que possible être minimisées.

Un autre défi principal est de ne pas seulement maintenir la plus grande surface cultivable possible, mais aussi de l'exploiter de façon durable. Des sols de bonne qualité, de l'eau en quantité suffisante et des conditions météorologiques favorables sont autant de facteurs indispensables à une production agricole rentable. Trouver des voies dans ce sens et préserver nos ressources malgré les pressions grandissantes ne sera pas une tâche aisée. Nous avons besoin d'une agriculture plus productive et multifonctionnelle qui

réponde aux besoins d'approvisionnement alimentaire, qui fournisse des services environnementaux essentiels et qui contribue à un vrai développement rural.

Excellences, Monsieur le Président, nous devons tout particulièrement porter notre attention sur la gestion des sols. Force est de constater que les sols sont le parent pauvre de l'Agenda 21 et que c'est un chapitre insuffisamment abordé au niveau multilatéral. Pourtant le capital sol global diminue et cette perte ne peut pas être compensée.

Les changements climatiques accélèrent les phénomènes de sécheresse et de désertification et par là, la dégradation des sols. Et ce problème concerne non seulement les pays en voie de développement mais aussi les pays industrialisés.

Il est urgent d'obtenir un cadre d'action propice pour combattre la désertification et la dégradation des terres et atténuer les effets de la sécheresse. Il s'agira d'évaluer et puis supprimer les facteurs politiques, institutionnels, financiers et socioéconomiques conduisant à la désertification et à la dégradation des terres et les obstacles à la gestion durable des terres.

A cet effet, il est essentiel d'assurer une meilleure synergie entre les trois conventions de Rio : la Convention sur les Changements Climatiques, la Convention sur la lutte contre la désertification et la Convention sur la diversité biologique.

Préserver nos ressources dans le contexte actuel est un vrai défi. L'un des éléments indispensable à une gestion durable de nos ressources naturelles est un régime foncier performant. Ce n'est que si les agriculteurs disposent de droits officiels et reconnus sur leurs terres qu'ils seront prêts à préserver leurs écosystèmes à long terme.

L'eau est une ressource cruciale. L'accès à l'eau potable, l'assainissement est un droit humain. Les gouvernements et l'ensemble des acteurs doivent se mobiliser pour répondre à ce droit. Le manque d'eau est un facteur accélérant la désertification, la dégradation des sols et limite le développement rural dans les pays en voie de développement. La gestion de l'eau pour l'agriculture reste encore très déficiente. Nous considérons que la revue des décisions de la CSD-13 devrait être régulière. A ce titre, UN Water pourrait être renforcé pour assurer le suivi à l'avenir.

Les agrocarburants sont un stress supplémentaire sur les ressources d'eau douce mais aussi sur les sols arables qui devraient rester disponibles pour l'agriculture nourricière.

Les biocarburants sont un stress supplémentaire sur les ressources d'eau douce mais aussi sur les sols arables qui devraient rester disponibles pour l'agriculture nourricière. Si l'on analyse le cycle de vie complet des biocarburants, ils ne contribuent que dans peu de cas à une réduction effective des gaz à effet de serre. Etant donné la concurrence potentielle des biocarburants à l'approvisionnement alimentaire au niveau mondial et dans un contexte de crise, il est indispensable d'analyser la pertinence de cette culture. Il est dès lors vital si l'on veut promouvoir les biocarburants de mettre en place des conditions cadres internationales assurant un effet positif prouvé de leur utilisation tout en assurant que leur production remplit les standards sociaux et environnementaux minimaux.

Excellences, Monsieur le Président, comme nous avons pu le constater, les thèmes de cette session ne peuvent pas être traités de manière isolée.

Les défis complexes auxquels nous sommes confrontés exigent une approche intégrée des problèmes. La Suisse accorde une grande importance aux questions intersectorielles comme les services écosystémiques, les modes de consommation et de production durables, la bonne gouvernance et le rôle clef des femmes en tant que levier du changement.

La reconnaissance des services écosystémiques rendus par les agriculteurs sont, à ce titre, des instruments innovateurs pour une gestion intégrée de l'eau, des sols, des forêts et de la biodiversité. Ce type d'instrument permet de valoriser les externalités positives qu'offre un environnement de qualité, comme par exemple les régions de montagnes. La Suisse, de par sa géographie, dispose d'une grande expérience concernant les spécificités et les besoins des régions de montagnes. Ce sont des zones vulnérables, défavorisées et souvent reculées, mais elles sont aussi des précieux réservoirs d'eau et de biodiversité. Les externalités positives qu'elles fournissent sont la qualité des paysages, l'eau pure, une grande biodiversité, des sources d'énergies renouvelables. Ces qualités devraient être mieux valorisées par les politiques et les marchés.

Les choix des consommateurs jouent un rôle incitatif de plus en plus important pour la promotion d'une production agricole durable. Durant cette session, des exemples intéressants de ce type ont été présentés à plusieurs événements parallèles (side event).

Certes, les changements des modes de consommation sont en partie responsables de la situation de précarité que nous vivons aujourd'hui. Mais, les changements des habitudes alimentaires peuvent et doivent aussi être un levier pour la promotion d'un développement durable par les produits.

Enfin, rappelons qu'une bonne gouvernance est indispensable pour la mise en œuvre effective des recommandations que nous avons adoptées depuis Johannesburg. Des processus transparents, inclusifs, complets, et élaborés de manière participative surtout vis-à-vis des groupes vulnérables tels que les petits exploitants, les femmes et les enfants sont nécessaires.

Les femmes sont de véritables gestionnaires des bases de la vie. L'Agenda 21 stipule que sans égalité entre les hommes et les femmes aucun développement durable n'est possible. Il reste un grand écart entre cette déclaration et la réalité des femmes aujourd'hui. Les femmes sont toujours plus souvent responsables des ménages et doivent subvenir aux besoins de leur famille. Mais elles sont aussi vulnérables. Elles ne disposent pas de tous les droits qui leurs seraient essentiels. Par exemple les droits à la terre, à l'éducation, d'obtenir des services financiers. Donnons les moyens nécessaires aux femmes pour qu'elles puissent contribuer de manière effective au développement durable.

Et finalement, Excellences, Monsieur le Président, la Commission pour le développement durable a une mission sérieuse et urgente. La crise alimentaire actuelle met en lumière l'importance de cette plate-forme intergouvernementale qui permet d'aborder des aspects transversaux et intégrés. Ceci est la principale force de la Commission. Face à la crise alimentaire mondiale et afin d'éviter une aggravation de la situation, des actions concrètes et constructives impliquant tous les groupes majeurs sur la base du principe de responsabilité commune mais différenciée est cruciale. Nous espérons vivement que les délibérations que nous avons menées ces deux dernières semaines amèneront à un accord concret en 2009.

Merci pour votre attention

Excellencies,

Mr Chairman,

Ladies and Gentlemen, delegates and representatives of Major Groups,

The 16<sup>th</sup> session of the Commission on Sustainable Development could not have been better timed to respond to the world food crisis.

Excellencies, Mr Chairman, it is urgent for us to take measures to help importing countries and disadvantaged populations, particularly in the urban area. For them, this is a matter of survival.

During a period of crisis it is particularly difficult to put the right to food into practice. As much as possible, aid should respect the eating and cultural habits of the population, should not be a threat to local food production and - by means of a clear withdrawal strategy - should not create dependency. It is also necessary that humanitarian organisations are ensured access to the populations in need, and that emergency food aid takes account of the objectives of relief and long-term rehabilitation.

In the next few weeks, on several occasions such as the special session of ECOSOC, scheduled for 20 May 2008, the FAO summit in June, and the Secretary-General's Task Force on food security the UN will address the measures necessary in the short and medium term to stop the current food crisis. The pursuit of a reinforced coherence of the actions of the UN system and the International Financial institutions should be encouraged. The current Review Session of the Commission on Sustainable Development has a role to play in defining medium to long term measures.

In 2004, the FAO adopted voluntary guidelines on the right to food. Better implementation of these guidelines would ensure the gradual implementation of the right to adequate food in the context of national food security.

The conclusion of the 16<sup>th</sup> session of the Commission is clear: despite some progress, the goals set in Johannesburg and the Millennium Development Goals regarding hunger will not be achieved. Effective action is essential for a sustainable improvement in the world food situation.

To meet the growing needs of the world's population, we definitely need to produce more food in the months and years ahead. This means intensifying production and preserving areas of arable land through effective management of the soil.

It is essential to make massive reinvestments in agriculture, especially in regions where agriculture has been neglected in recent decades. Priority must be given to the promotion of local agricultural production, by increasing support for disadvantaged small farms. These have the greatest potential to increase production, especially in developing countries, and particularly in Africa. The increase in food prices could present a historical opportunity to address the insufficient level of investment in agriculture and rural development in many developing countries.

A stable political environment and the implementation of strategies that strengthen the political weight of disadvantaged populations are essential for the development of rural areas. Particularly for women, we have to improve access to knowledge, genetic resources, financial services, the market and means of production. We must also invest more in the infrastructure necessary for the production, storage and transport of



agricultural commodities. Losses of agricultural commodities along the whole production chain should be minimised as much as possible.

Another major challenge is not only to maintain the largest possible area of land for cultivation, but also to use it in a sustainable way. Critical factors for sustainable agricultural production are high quality soils, a sufficient amount of water and favourable weather conditions. It will not be easy to find ways to go in this direction and to preserve our resources despite increasing pressures. We need agriculture that is more productive and multifunctional, meeting the need to supply food, providing essential environmental services and contributing to rural development.

Excellencies, Mr Chairman, we have to pay particular attention to managing soils. It is clear that soils were a neglected part of Agenda 21, and that this is a topic that is not addressed adequately at the multilateral level. Yet the overall capital of soil is decreasing and a compensation of this loss is not possible.

Climate change speeds up the phenomena of drought, desertification and soil degradation. This is a problem not only for developing countries, but also for industrialised countries.

The creation of a framework of action to combat desertification and land degradation, and the mitigation of the effects of drought are urgent. We must strengthen our efforts to remove the political, institutional, financial and socioeconomic factors leading to desertification and land degradation, and obstacles to the sustainable management of land.

To this end, it is essential to improve the synergies between the three Rio conventions: on Climate Change, Desertification and Biological Diversity.

It is a real challenge to preserve our resources in the current context. One essential component for the sustainable management of our natural resources is an effective system of land ownership. For farmers to preserve their ecosystems in the long term they must have official, recognised rights to their land.

Water is a crucial resource. Lack of water is an important factor leading to drought, desertification and soil degradation. The lack of drinking water is also an important factor limiting rural development in developing countries. Access to water and sanitation are human rights. Governments should respect, protect and fulfil this right. To increase agricultural harvests it is essential to have sufficient water. 70% of water used in the world is linked to agriculture, especially to irrigation, but water losses are still too high. The review of CSD-13 water and sanitation decision demonstrates the need for commitments in this regard at the CSD17 and further regular review. The role of UN-Water should be enforced.

Biofuels are an additional important stress for freshwater resources and arable soil, which should remain available for agriculture to produce food. Furthermore only few cases, mostly the so-called second generation of biofuels, have positive effects on combating climate change. In many cases greenhouse gas emission over the whole life cycle is higher than fossil fuels which they are meant to substitute. We therefore should establish international guidelines that assure a positive effect of biofuels, assuring that their production fulfils social and environmental standards. It is essential to set up policy framework that will ensure proven positive effect on climate change while at the same time making sure that they are produced according to minimum social and environmental criteria and are not affecting negatively global food production and security.

Excellencies, Mr Chairman, as we have seen the issues of this session cannot be dealt separately.

The complex challenges with which we are confronted require an integrated approach to problem-solving. Switzerland attaches great importance to questions involving different sectors, such as ecosystem services, sustainable consumption and production, good governance and the key role of women as leverage for change.

The recognition of ecosystem services rendered by farmers is an instrument of innovation for the integrated management of water, soils, forests and biodiversity. This type of instrument allows us to benefit from the positive external effects offered by a high-quality environment, such as mountainous regions. As a result of its geography, Switzerland has considerable experience in the specifics and needs of mountainous areas. These are vulnerable regions, which are disadvantaged and often remote, but they also have precious reserves of water and biodiversity. The positive external effects that they

provide are the quality of their landscapes, pure water, high biodiversity and sources of renewable energy. These qualities should be better appreciated in sectoral policies at all levels and by the market.

The choices that consumers make play a role that is more and more important to promote sustainable agricultural production. During this session, there have been interesting reports of examples of this type in several side events. Changes in modes of consumption are partly responsible for the precarious situation that we are currently experiencing. However, changes in eating habits can and must also be a force to promote sustainable development through products.

It is important to remember that good governance is essential for the effective implementation of the recommendations that we have adopted since Johannesburg. It is necessary to have political, administrative and budgetary processes that are transparent, inclusive, complete, and are participative.

Agenda 21 states that sustainable development is not possible unless there is equality between men and women. There is still a big gap between this statement and reality for women today. Women are often the only ones responsible for households and must meet the needs of their family. However, they are vulnerable and do not have all the rights that are crucial, such as the right to land, education and the right to obtain financial services. Women should receive all the lacking means so that they can contribute to sustainable development in an effective way.

Finally, Excellencies, Mr Chairman, the Commission on Sustainable Development has a mission that is serious and urgent. The current food crisis highlights the importance of this intergovernmental platform, which allows cross-cutting and integrated aspects to be addressed. This is the main strength of the Commission. In order to address the world food crisis and to avoid the situation becoming worse it is crucial to have concrete, constructive action involving all major groups, on the basis of the principle of common responsibility. We hope that the deliberations that we have conducted over the last two weeks will lead to a concrete agreement in 2009.

Thank you for your attention.

